

## Les causes de l'inflation

- ⇒ Demande trop forte par rapport à l'offre → pour rétablir l'équilibre les producteurs doivent
- ⇒ Hausse salaire (spirale prix-salaire), MP, impôts, taux d'intérêt directeur ⇒ Aug des coûts
- ⇒ Hausse des crédits accordés aux ménages et Eses ⇒ Aug masse monétaire en circulation  
(Peut être sans accroissement des richesses)  
↓  
Aug des dépenses
- ⇒ Développement de marchés imparfaits (monopole...) qui cherchent max profits



Aug  
Prix  
infl

## Actions indirectes

⇒ Agir sur les prix : L'Etat ne bloque pas les prix mais incite les entreprises à stabiliser le prix à travers une politique salariale et une baisse des charges des entreprises (cotisations sociales et fiscales, le taux d'intérêt).

⇒ par

La réduction des dépenses publiques : l'Etat peut en geler (blocage) ou les diminuer (les prestations sociales, le nombre de fonctionnaires, les S publics)

⇒ La Politique fiscale : L'État peut aug les taxes sur les B et S ⇒ Baisse de PA

⇒ La Politique monétaire : La banque centrale peut aug les taux d'intérêts directeurs ⇒ réduire la demande des crédits (Eses et ménages) ⇒ Réduit la masse monétaire en circulation permettant de réduire la demande et de stabiliser les prix

⇒ L'Etat peut agir sur la concurrence, elle intervient pour lutter contre les ententes sur les prix et les concentrations afin de limiter le pouvoir de fixation des prix élevés.



## Les effets (conséquences) de l'inflation

### Effets négatifs (néfastes / défavorables) : freins à la CE

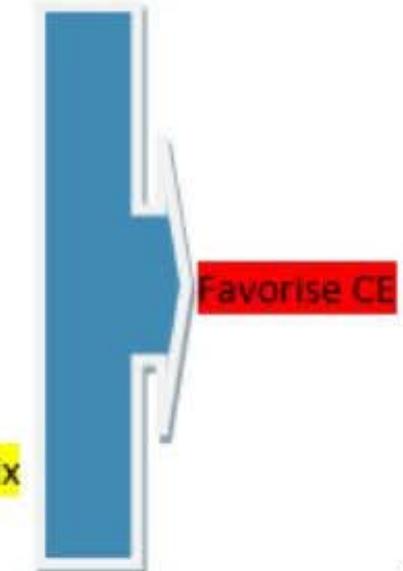
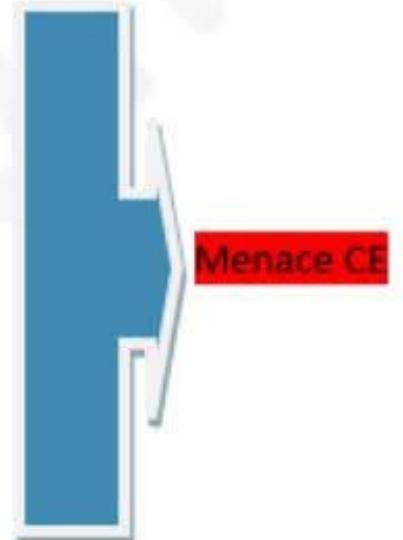
#### Effets économiques :

- ⇒ Dégradation de PA surtout (ayant des R bas ou fixes, les chômeurs) ⇒ Baisse de DG
- ⇒ Aug des prix ⇒ Accroît les dépenses ⇒ Baisse de l'épargne et INV
- ⇒ Dégradation de la situation extérieure du pays par la baisse des X et la hausse des M (suite à la baisse de la compétitivité – prix)
- ⇒ En période d'inf le climat d'affaire est défavorable (incertain)
- ⇒ L'inflation n'est pas bénéfique aux épargnants suite à la dépréciation de la valeur de leurs argents disposés aux banques ⇒ Baisse de l'épargne et inv

**Effets sociaux :** Accentuation des inégalités et la pauvreté s'aggrave.

### Effets positifs (bienfaits / opportunités) : favorables à la CE

- ⇒ Baisse de taux d'intérêt réel (taux d'intérêt nominal – taux d'inflation)
  - ⇒ Baisse de coût de financement des crédits, qui est bénéfique :
    - ♥ Aux ménages ⇒ Aug des crédits à la consommation ⇒ Aug de la demande
    - ♥ Aux entreprises ⇒ Accroître la demande des crédits (encouragés par l'accroissement de taux de profitabilité) ⇒ Accroissement des inv ⇒ Création d'emplois et aug PA
    - ♥ A l'Etat ⇒ Baisse de coût de financ des crédits ⇒ Réduction de déficit budgétaire  
Aug des prix et des revenus ⇒ Accroissement des impôts (recettes publiques)
- ⇒ L'inf Favorise la C (acheter aujourd'hui avant l'aug des prix) ⇒ Aug de l'offre et des prix
  - ⇒ Aug de capacité de financement ⇒ Accroissement des INV et création d'emplois
- ⇒ L'inf est bénéfique aux agents endettés suite à la dépréciation de la valeur réelle de la dette.



## Rôle de l'Etat pour lutter contre l'inflation

### Actions directes « Sur les coûts »

- ⇒ Agir sur les prix (**blocage**): L'État contrôle les prix des B et S et fixe des prix maximum surtout pour les biens essentiels (alimentation...) et de base (carburant...) pour stabiliser les prix des autres biens. En effet l'Etat donne des subventions (indemnité d'inflation) ⇒ Baisse des coûts et prix
- ⇒ Agir sur les salaires : L'État peut geler les salaires (même SMIG) (frein au boucle prix – salaire).
- ⇒ Agir sur les importations : L'État peut réglementer et limiter les M des B et S qui sont en concurrence avec la prod nationale par la fixation des barrières à l'entrée.



Lutter contre inf par les coûts



Lutter contre inf importée

### Les limites de l'intervention de l'Etat pour faire face à l'inflation

- ⇒ Réduction des dépenses publiques : ⇒ Baisse de la DG, détérioration de PA et de NV, accentue le chômage
- ⇒ Augmentation de la TVA : ⇒ Réduit le PA, engendre la fuite des investisseurs et accentuation du chômage.
- ⇒ Augmentation des taux d'intérêt sur les crédits : ⇒ Réduit la demande des crédits ⇒ Baisse DG
- ⇒ La stabilisation des prix : pour se faire, l'Etat peut réduire les impôts, subventionner les producteurs et distribuer une indemnité d'inflation, ce qui est très coûteux pour l'Etat.
- ⇒ L'Etat peut limiter les importations : ⇒ Réduit la disponibilité des matières premières et des produits finis ou semis fini ⇒ Limite les choix de C et de production, ce qui peut entraîner l'aug des prix de nouveau.

Question 1 : Comparez IPC et taux d'inflation :

IPC	Taux d'inflation
Mesure l'évolution des prix par rapport à l'année de base. Mesure la moyenne des prix en détail ( <u>on</u> tient compte d'une prix moyenne, il <u>ya</u> une variété des prix pour le même produit) Concerne une période. C'est un indice des prix (sans unité).	Mesure l'évolution des prix entre deux années successives Macro - prix (NGP sera mesuré par IPC) : concerne le niveau <u>général</u> ou global des prix (synthétique) <u>Annuel</u> . C'est un <u>TCA</u> des prix exprimé en %

Question 2 : Distinguez IPC et déflateur

IPC	Déflateur
Concerne les prix des B et S consommés par un ménage type Indice des prix (calculé) $IPC_t / t_0 = (\text{coût du panier en } t_t / \text{prix courant} / \text{coût du panier « année de base »}) * 100$	Concerne les prix des biens et services <u>produits</u> Indice des prix (déduit : donné) = $(\text{PIB nominal} / \text{PIB réel}) * 100$

## Typologie (formes) du chômage

- **Chômage frictionnel (transitionnel)** (volontaire et de court terme) : lié à la phase de **transition** de la main d'œuvre d'un emploi à un autre. C'est un chômage causé par une **asymétrie de l'information** sur le marché, **insuffisance de mobilité des travailleurs** ainsi que par l'**inadéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre** (les préférences...)
- **Chômage conjoncturel (cyclique)** : (involontaire et de court terme) : lié à la **conjoncture** économique, il **diminue** en période d'**expansion** et **aug** en **récession** (les entreprises cessent d'embaucher et réduisent leurs personnels).
- **Chômage structurel** (involontaire de long terme) : lié à une **inadéquation qualitative** entre l'offre et la demande de la main d'œuvre. Le progrès technique nécessite des ouvriers plus qualifiés, ce qui rend une partie de la pop inadéquate aux **exigences** du marché du travail.

## Les conséquences du chômage

### Conséquences sociales

#### Individuelles :

- Détérioration du **PA** et de **NV** (malnutrition ...) et une **dépendance éco** (difficultés matérielles).
- Engendre des **maladies** et des difficultés morales (**dépression**, **stress**...).
- La perte d'**identité** et de **statut sociale** ainsi que la manque de **confiance** en soi.

#### Sociales

- La **marginalisation** d'une partie de la **pop**, accentuation des inégalités sociales, de pauvreté, de délinquances, exode rural....
- Des **coûts humains** : Problèmes familiaux (séparation ...) et sociaux.
- Développement du **travail atypique** et **vulnérabilité des travailleurs**.
- La perte de confiance aux gouvernements

## Conséquences économiques

- La perte de revenu  $\Rightarrow$  Baisse de la demande, de la prod et des INV ce qui ralenti la CE.
- Ce sont des ressources non exploitées ou sous exploitées par les entreprises  $\Rightarrow$  Baisse de taux d'utilité des équipements  $\Rightarrow$  Baisse de la productivité et des profits.
- Manque à gagner pour l'Etat en termes des recettes fiscales et sociales et développement des activités souterraines.

## Rôle de l'Etat pour lutter contre le chômage

L'Etat crée elle-même des emplois publics, en effet l'in inv public au niveau de l'infrastructure de base (éco et sociale) est une source de création d'emplois.

De même l'Etat intervient par des mesures incitatives :

### L'instauration des mesures qui incitent les entreprises à créer des emplois :

- Instaurer un climat favorable (infrastructure développée, facilité d'accès au financement bancaire, lois souples, accorder des subventions, baisse des charges sociales et fiscales ...)  $\Rightarrow$  Attirer les inv nationaux et IDE.
- La baisse des cotisations sociales et fiscales améliore la compétitive prix et aug les X, ce qui accroît les profits et encourage les Eses à investir et à embaucher.
- Promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME) et encourager les jeunes entrepreneurs par la mise en place des institutions financières, juridiques, de conseil.
- Stimuler les activités de l'ESS et sensibiliser les consommateurs à consommer les produits nationaux.

### L'amélioration de la qualification des travailleurs

- La modernisation du système éducatif, les stages de formation et la mise en place des centres de formation et de réintégration des travailleurs permettant d'améliorer l'employabilité des demandeurs d'emplois.
- La formation : La formation initiale permet de lutter contre le chômage structurel, elle permet de s'adapter aux exigences du marché du travail. De même la formation continue permet aux travailleurs de conserver l'emploi et de ne pas tomber en chômage.

Encourager les diplômés par des **stages de formation** et par des indemnités mensuelles, tout en encourageant les entreprises par des indemnités pour les accepter tel que les programmes publics d'emplois **(PPE)** permettant aux travailleurs de se recycler ainsi que le Programme **SIVP** (stage d'initiation à la vie professionnelle) pour les personnes à la recherche d'un premier emploi et les diplômés de l'enseignement supérieur (18 mois au max et reçoivent une indemnité mensuelle de 200D de l'ANETI et un montant de la part de l'Ese d'accueil 150 D).